

Pour la démocratie des conseils ouvriers, menons la lutte sur les lieux de l'exploitation capitaliste avec un parti d'avant-garde lié au mouvement politique des masses

Jean-Paul Declercq

Après Mai 68, le congrès de Dijon a su faire l'analyse de la société capitaliste actuelle. Faisant la liaison avec le combat politique, il a su tracer une ligne de réflexion et d'action basée sur deux points principaux : le refus, à travers la démocratie avancée, de la social-démocratie moderne ; la construction, pour développer la perspective socialiste, des groupes d'entreprise.

C'est dans cette ligne que le dernier Conseil national, préparé par des assemblées d'ouvriers et de paysans, a décidé d'un programme d'action anti-capitaliste, a analysé la structure de l'Etat bourgeois, a préparé la réflexion sur la société de transition en affirmant la nécessité de la dictature du prolétariat.

C'est dans cette ligne que le prochain congrès doit tracer les plans de la future société des travailleurs et, faisant la liaison avec les luttes à mener, doit choisir la structure politique adaptée au but et aux moyens. Avec ces choix, il déterminera la stratégie révolutionnaire du Parti.

Vers la société communiste

Le Conseil national a analysé la nature de classe de l'Etat capitaliste. La rubrique F du programme d'action montre clairement que la fonction de l'Etat est de mettre en harmonie l'intérêt des groupes capitalistes avec « l'intérêt général », ce qui revient à mettre l'intérêt général en harmonie avec l'intérêt de ces groupes. Ceci étant valable quel que soit le type de démocratie proclamée par l'Etat, il est évident que toute stratégie politique consistant à vouloir amener le pays vers le socialisme par étapes successives dans le cadre du système est une stratégie de collaboration de classes et n'est donc qu'une trahison pure et simple. Il s'agit, au contraire, pour les militants révolutionnaires, de préparer la société communiste pendant une période de transition qui ne peut être que révolutionnaire, destructrice de l'Etat bourgeois.

La nature et la forme de l'Etat à construire doivent guider les actions menées aujourd'hui et à mener pendant la période de transition. C'est pour avoir oublié ce principe que les pays de la III^e Internationale retombent aujourd'hui, à travers une nouvelle bourgeoisie, dans l'ornière capitaliste. Il est donc important que le parti montre clairement le but final et les formes de la société de transition.

Notre critique de la démocratie bourgeoise, qui n'est en fait que la dictature de la minorité capitaliste, doit nous amener à proposer une véritable démocratie qui soit vraiment « pouvoir du peuple ». La cellule de base de l'Etat ne doit plus être une assemblée d'élus. La démocratie, ce n'est pas plus le pouvoir d'une assemblée municipale ou parlementaire que le pouvoir d'un parti totalitaire. La démocratie, ce ne peut être que le pouvoir des assemblées de travailleurs des entreprises et des quartiers. La démocratie, c'est le pouvoir des conseils ouvriers.

Nous ne devons pas oublier non plus le sens du mot « camarade ». En affirmant notre conscience de classe, en affirmant la fraternité ouvrière, nous traçons le programme politique d'un parti vraiment communiste. « A chacun selon ses besoins, de chacun selon ses moyens », c'est un objectif qui doit être présent continuellement dans notre esprit.

Il est certain également que la volonté d'établir sérieusement l'égalité s'oppose à la conception de « l'Etat du peuple tout entier ». Tous les travailleurs savent combien est exagérée dans un atelier la valeur des paroles d'un chef, d'un ingénieur ou d'un intellectuel. Cette hiérarchie du savoir se retrouve même dans le parti. En proposant la dictature du prolétariat, suprématie politique de la classe ouvrière, nous devons affirmer la nécessité de la véritable égalité politique où les classes non prolétariennes n'auront du pouvoir qu'en fonction des prolétaires et selon leur volonté.

La société de transition débutera lorsqu'auront été

prises en place les structures indispensables pour la marche vers la société communiste. Il est évident que cela commence par la suppression de la propriété privée des moyens de production et d'échange, et le contrôle des forces militaires et répressives. Mais il n'y aura véritablement mouvement irréversible que dans la mesure où des luttes seront menées pour construire la société communiste et la démocratie des conseils. Il est certain que ces luttes se heurteront à la résistance de l'ancien pouvoir et que la société de transition traversera toute une période de double pouvoir pendant laquelle les nouvelles structures devront se consolider. Pour que ces luttes soient victorieuses, il est indispensable que le mouvement politique révolutionnaire fournisse dès à présent l'outil nécessaire à la lutte.

Appliquons résolument le programme d'action

Tirant les conclusions de sa condamnation de la démocratie avancée, le parti a montré lors des dernières élections municipales comment peut être utilisée la structure électorale bourgeoise. Les résultats satisfaisants obtenus par exemple à Paris ont une valeur positive dans la mesure où ils marquent une approbation des actions menées auparavant et où ils apportent une augmentation du rapport de force dans le pays. Mais les résultats électoraux, quelle qu'en soit la conséquence pratique, n'ont de valeur politique que dans leur liaison avec des luttes menées par les travailleurs sur les lieux de l'exploitation capitaliste avant ou après les élections.

Le programme d'action voté par le Conseil national d'Orsay doit donc être notre référence constante dans le combat politique. Tout le reste n'est que réformisme. L'application du programme d'action est d'autant plus nécessaire qu'elle correspond parfaitement aux luttes indispensables pour la construction de la société future. En développant sur les lieux de l'exploitation capitaliste la conscience de classe des travailleurs et leur capacité, par des assemblées de base, de décider eux-mêmes collectivement des buts de leurs luttes, nous préparons la démocratie des conseils, nous augmentons les possibilités révolutionnaires.

Quel parti ? Quels mouvements de masse ?

Le militant qui garde constamment à l'esprit la perspective de la société à construire et la réalité des luttes à mener a vite fait de constater que les organisations de la classe ouvrière à sa disposition ne répondent pas à ses besoins.

A côté d'un parti communiste hiérarchisé, utilisant la

passivité de l'ouvrier apprise à l'usine pour le faire obéir dans le parti, engagé dans la stratégie réformiste, le P.S.U. a assez dit qu'il se considère comme un des éléments du parti révolutionnaire à construire. Mais notre parti a hérité des structures électoralistes de la social-démocratie et il est de plus en plus évident que le découpage actuel section-fédération-D.P.N. ne répond pas aux nécessités de la lutte politique actuelle. La cellule de base du parti doit devenir le groupe de lutte de l'entreprise ou du quartier. Il est évident, par ailleurs, que notre volonté de construire la démocratie des conseils passe par la présence dans les entreprises et sur les quartiers de mouvements de masse ayant un caractère politique anticapitaliste.

Le parti doit être le regroupement des travailleurs les plus conscients, capables par une réflexion politique collective de proposer des objectifs clairs, capables d'être, toujours unis dans la lutte, le noyau le plus dur de la classe ouvrière. Il ne peut donc pas être un parti de masse destiné à réunir tous les travailleurs menant la lutte anti-capitaliste. Ce regroupement doit se faire dans des mouvements politiques de masse, préfiguration des futurs conseils ouvriers. Ces mouvements politiques de masse doivent mener la lutte anti-capitaliste, pratiquer la démocratie à la base, mettre l'accent sur le caractère politique des luttes, attaquer le pouvoir patronal. Nous devons constater que les organisations de masse de la classe ouvrière, et notamment les syndicats, ne jouent pas actuellement de rôle. Le Conseil national a estimé qu'il ne saurait être question de vouloir construire une nouvelle organisation syndicale, un syndicat rouge. On peut vouloir revenir sur ce jugement et construire le mouvement politique de masse, à côté du syndicat, autour des groupes d'entreprise. Cette nouvelle conception ne serait pas tellement différente de la conception du parti de masse et s'attacherait les mêmes défauts. Mais si l'on estime que le jugement du Conseil national est toujours valable, nous devons mener la lutte pour la transformation des syndicats en une organisation unique ayant les caractéristiques du mouvement politique de masse.

L'efficacité du combat révolutionnaire commande par ailleurs l'existence, différent du mouvement politique de masse mais agissant en son sein, d'un parti capable de mener les luttes politiques et d'élaborer la stratégie révolutionnaire. La cellule de base du parti doit correspondre à la réalité des luttes à mener contre l'adversaire capitaliste. Ce ne peut donc être que le groupe de lutte de l'entreprise ou du quartier. Cette forme d'organisation permettra, de plus, le recrutement au sein même des luttes ouvrières et anti-capitalistes, sur des bases véritablement militantes et non seulement idéologiques. Il sera alors possible de remplacer l'ancienne discipline du parti purement électorale par une discipline de l'action.

Deux regroupements sont nécessaires pour favoriser à la fois l'action et la réflexion politique. Les cellules doivent se regrouper verticalement par branches (métallurgie, E.D.F., cheminots, etc.) et horizontalement par comités de ville et par régions.

La modification des structures et des statuts du parti dans ce sens est sans doute une des questions les plus importantes dont aura à discuter le congrès. Nous devons constater que le parti est incapable, avec sa structure actuelle, d'appliquer correctement le programme d'action. Il ne sert à rien de voter des textes si l'on ne possède pas l'organisation capable de les appliquer. Il est important de donner au parti une direction ouvrière, mais se

contenter d'envoyer des ouvriers à la D.P.N. d'un P.S.U. inchangé pour le reste ne serait que de l'ouvriérisme ou de la démagogie.

La stratégie révolutionnaire que doit adopter le parti passe donc par la transformation du P.S.U. en un parti d'avant-garde lié aux luttes menées sur les lieux de l'exploitation capitaliste. C'est ainsi seulement que l'on pourra, avec une discipline rigoureuse dans l'action, appliquer le programme d'action et préparer, par le développement du mouvement politique des masses, la construction révolutionnaire et la démocratie des conseils.